

Les ONG, entre alternatives et dissidence

Bernard Hours, Anthropologue

Résumé

Ce texte aborde le rôle des ONG comme vecteurs d'alternatives politiques et sociales. Celles-ci sont présentées comme des outils au service des normes globales de gouvernance, bien qu'elles conservent une capacité limitée de propositions.

Les alternatives étant, pour la plupart, récupérables et récupérées dans des spectacles médiatiques, seule la dissidence constitue une posture d'authentique contestation.

La colère sociale tend de plus en plus à s'exprimer par des protestations violentes de travailleurs agissant sans l'aval de leurs syndicats. Ces derniers ont en effet beaucoup de difficultés à gérer "l'effeuillage" des droits gagnés au XX^{ème} siècle dès lors qu'au nom de la concurrence et de la loi du marché les contrats sociaux antérieurs ne sont plus honorés. Dans des pays capitalistes de fraîche date, comme la Chine, le mécontentement social s'exprime par des révoltes, nombreuses autant que sporadiques et locales, contre des patrons voyous, des violences policières, des abus des autorités locales. Toute capitalisation du mécontentement en colère collective durable semble impossible aujourd'hui. On parle d'une mise en sommeil ou à mort des mouvements sociaux qui, au contraire, reposaient sur une capitalisation organisée de la revendication de la société. La dimension politique était dès lors bien présente, imparable. Hier il fallait négocier des accords. Aujourd'hui il suffit d'éteindre les incendies, ou mieux attendre qu'ils s'éteignent par pourrissement.

Cette évolution suppose une modification des termes du dialogue social entre pouvoir et société qu'il faut analyser plutôt que se contenter d'une posture nostalgique. Nous sommes aujourd'hui et pas hier. Si aujourd'hui est insupportable comment envisager le futur proche ? Pour apporter des éléments de réflexion, plutôt que des projets messianiques, je me propose d'aborder successivement la place des ONG comme voix supposée de la société civile, avant d'envisager leur capacité à proposer des alternatives sectorielles ou politiques. Enfin je développerai un éloge de la dissidence comme alternative des alternatives plus ou moins fictives aujourd'hui sur le marché.

Les ONG, voix de la société civile ?

Il y a lieu de s'interroger sérieusement sur la capacité des ONG à exprimer la voix de la société civile. Les ONG ont connu un extrême développement depuis 25 ans. Associatives, caritatives, communautaires, selon les pays, elles sont censées représenter un pouvoir et l'expression de messages destinés tant aux autorités étatiques que supranationales.

Désormais le responsable d'une grande ONG à plus d'impact médiatique qu'un député élu au suffrage universel. Il ne parle pas des mêmes sujets n'ayant aucun mandat, certainement pas politique, sauf de son conseil d'administration constitué de militants ou de spécialistes du domaine d'activité (santé, éducation, droits de telle ou telle catégorie de personnes).

La notion de société civile a fait l'objet de nombreuses analyses d'A. Arendt à Putnam. Au troisième millénaire c'est un concept dont les contours sont troublés par l'évolution du pouvoir politique étatique. Si celui-ci a conservé l'attribut de l'exercice de la violence légitime, sa légitimité politique d'Etat est extrêmement fragilisée par le pouvoir de l'argent et celui des médias, qui sont des lieux de production de la légitimité politique plus importants que les assemblées élues dans les démocraties parlementaires. L'entité politique démocratique abstraite, la société civile, tend à laisser la place du sujet politique à une opinion publique qui ne fait pas nécessairement preuve d'une grande civilité. L'opinion publique, telle qu'elle est façonnée par les spectacles médiatiques et les marchandises politiques prêts-à-porter, ce sont autant les bons sentiments humanitaires (générosité, solidarité abstraite), que le racisme grossier ou la violence du stade, toutes formes post modernes d'une certaine abjection où le sujet politique est devenu une bête sauvage et où la société, qui n'est plus très civile, ressemble plus à l'arène des gladiateurs qu'à l'agora des Athéniens.

La "société du spectacle" montre des élans altruistes humanitaires (virtuels car la vitrine n'est pas là, ni identifiée comme sujet). Ils sont bons à prendre bien qu'ils résultent de l'émotion produite par le spectacle des symptômes de maux (politiques) dont les causes ne sont jamais présentées ou si peu. A côté de ces élans, qui à défaut de s'attaquer aux causes du mal (l'injustice, l'exploitation) permettent de sortir chacun de sa solitude aliénée en donnant au Téléthon, s'observent les pulsions brutales les plus basses dans toutes les formes d'identification sectaires à une nation, un club de football, une religion, ... Ange par délégation ou démon en direct, le sujet aliéné est au cœur d'une société qui n'a plus de civile que le nom tandis que l'Etat, corrompu par le spectacle et les frimes berluscoziennes, a perdu une large part de son autorité morale d'arbitre. Il n'est plus qu'une faction parmi des factions.

De quelle société les ONG sont-elles la voix ? Elles ne sont pas élues mais s'expriment au nom d'intérêts globaux, ou de causes sectorielles. La défense de l'environnement est une cause globale, comme celle de la santé ou de l'éducation dans les pays pauvres. La non-discrimination des homosexuels est une cause sectorielle dans la mesure où elle porte sur un segment de la société. Ces causes de portée plus ou moins générale, de la planète à des communautés sociales marginalisées ou pas, nous mettent en présence d'organisations très variées qui présentent néanmoins des caractères communs. Les ONG sont des entreprises à but non lucratif mais, de fait, en concurrence entre elles pour l'accès aux ressources des bailleurs ou donateurs. Elles produisent d'ailleurs des profits non financiers mais symboliques (marchandises morales). Elles ne fonctionnent plus dans un monde angélique de "bonnes causes" iréniques mais dans un univers de compétition médiatique, créant entre elles des "coalitions" pour exercer une plus forte pression. Vendeuses de marchandises morales, ces entreprises de moralité répandent des normes plus ou moins situées dans une "avant garde" d'opinion, quand il ne s'agit pas simplement de créer et d'exploiter l'émotion en vue d'objectifs généraux (l'environnement) ou catégoriels (les homosexuels).

Ces brèves remarques amènent à penser que le développement remarquable des ONG est en partie lié à un déplacement du champ politique qu'il accompagne et développe. La citoyenneté politique héritée des lumières est remplacée par des individus globaux, hédonistes jusque dans la gestion des marchandises morales, qui acquittent, à travers leurs dons à ces "bonnes œuvres" une parcelle de dignité sous la forme d'une sorte d'impôt de normalité morale. Appartenant à une communauté de "gens biens" qui aident leur prochain (souvent assez lointain) ils ne sont plus les acteurs politiques ou les citoyens dans un champ politique de débats sur des choix de société. Sensibles à la misère et à la maladie des autres, ils ne s'interrogent guère sur ses causes, et luttent encore moins pour proposer des solutions, fussent elles imparfaites. Ce n'est d'ailleurs pas ce qui est attendu d'eux, seulement des émotions, de l'argent et des illusions participatives.

Pourtant les ONG sont aussi porteuses d'aspirations positives sur le fonctionnement des sociétés. Aider les pauvres et les malades suppose, à minima, une attente d'une certaine justice, elle aussi à minima dans la plupart des cas.

Les ONG pourvoyeuses d'alternatives participatives ?

Le caractère participatif procède d'une aspiration démocratique qui suppose de prendre part au débat et de prendre la parole dans la société, soit seul, soit plus fréquemment à travers des organisations. Les ONG sont une de ces organisations dont l'impact va croissant face au recul des partis et syndicats. Leur développement et leur visibilité installent une nouvelle forme d'expression. Celle-ci semble largement post politique (le sujet n'est plus politique). Les ONG témoignent, dénoncent, pétitionnent, par rapport à des droits de l'homme génériques ou déclinés sectoriellement (femmes, enfants, minorités diverses, exclus, ...). Il s'agit plus de protéger et de se protéger que de revendiquer des droits nouveaux. C'est un effet majeur du droit de l'hommisme contemporain.

Les formes traditionnelles de l'engagement politique (partis, syndicats) sont usées, et d'autres formes d'expression sont envisageables. Quelles sont donc les formes d'engagement citoyen (mais de quelle entité ?) que véhiculent les ONG ? Celles-ci offrent sans aucun doute une forme de participation active ou passive à la défense d'une cause ou catégorie de population. Le volontaire qui distribue de la nourriture aux "Restos du cœur" s'adresse à une catégorie de la population. Il est actif car il donne son temps. Il s'agit fréquemment de personnes aux revenus modestes. La grande bourgeoisie donne ailleurs et autrement. Le donateur qui adresse un chèque à "Action contre la faim" ou à "Education sans frontières" est un acteur philanthropique passif. Il ne rencontre jamais les bénéficiaires de son

acte qui sont étrangers et inconnus. Dans toutes ces actions d'aide et d'assistance la dimension alternative est absente. Il s'agit de colmater les brèches et pas de revendiquer un monde plus juste. Une telle posture thérapeutique ou assistancielle est post politique car elle ne revendique rien dans la plupart des cas, et ne projette pas la nécessité d'une société plus juste. Elle surfe sur un univers de consensus mou entretenu par les médias. Il s'agit de causes tellement moralement évidentes qu'elles sont devenues naturelles. Elles portent sur l'environnement et le développement durable. Les Etats sont saisis de ces causes populaires et la dimension alternative s'est évanouie. Les projets de société post-modernes sont dans une large mesure, basés sur la gestion de la nature. Il faut faire comme si la société ne posait plus problème. Il y aurait certes des problèmes, mais pas d'alternatives.

Les ONG sont au cœur de ces manipulations. Plus manipulées que manipulatrices elles véhiculent dans la plupart des cas, des aspirations partagées à la mesure de leur mollesse. Pour être visibles elles doivent produire un humanitarisme mou et sans odeur tandis qu'à l'inverse les petites ONG radicales sont exposées à s'enfermer dans des couvents.

Dans ce paysage, simplement esquissé, bon nombres d'alternatives proposées le sont, dans une certaine mesure, en trompe l'œil. En effet, leur message tend à être nettoyé de toutes les propositions à portée sociale et politique. Les propositions subversives appellent des engagements et des prises de risques, pas des dons.

Certaines ONG vont au-delà de cette philanthropie post moderne dans la mesure où leur champ d'activité les met face à des enjeux ingérables par les bons sentiments du *kit* humanitaire contemporain. Elles sont ainsi amenées à faire des propositions et requièrent un militantisme actif comme celui des activistes de *Green Peace* qui prennent des risques afin que les médias les entendent. WWF de son côté prône un modèle environnemental dont la portée est indirectement politique. Les multinationales l'ont bien compris qui, en finançant des partenariats avec WWF, s'achètent une conduite dépolluée et blanchissent leurs péchés environnementaux et sociaux. Moins politiques encore, on peut observer des organisations prônant un retour à la nature et diverses utopies libertaires ou naturistes. Il s'agit de petites ONG présentant parfois une dimension sectaire. Leur faible impact, du à leur message et à leur style, peut se rattacher à des utopies protopolitiques. Minorités actives et fortement militantes elles n'ont pas la capacité d'imposer leurs modèles alternatifs à la société faute d'appuis médiatiques, de relais. De telles organisations illustrent la grande faiblesse d'une part des mouvements dits alternatifs, à savoir le caractère de chapelles détentrices d'une vérité en quelque sorte révélée. Leur principale visibilité apparaît lors des G7, G8 avec des formes violentes qui sont expressément politiques. Le lendemain de ces feux de pailles, dont je ne juge pas ici de l'intérêt, les commerçants de Genève ou d'ailleurs, enlèvent les protections de leurs vitrines et les affaires reprennent, petites et grandes, comme si de rien n'était.

Seules ces crises épisodiques dont la répétition est pertinente permettent à des alternatives radicales de s'exprimer avec un certain écho. Les commentaires des journalistes font d'ailleurs preuve d'une certaine sympathie pour les causes défendues. Mais l'effet de "soupapes spectacles" est manifeste qui brise toute portée lisible et durable. Une organisation typiquement alternative comme ATTAC n'est pas parvenue à devenir un mouvement politique, c'est-à-dire à sortir d'un ghetto alternatif qui interdit le développement politique et bloque la dynamique d'un mouvement social. Au-dessus de ces ONG alternatives enkystées dans leurs vérités exclusives, des ONG transnationales, sur l'environnement et les droits de l'homme, ont acquis une forte visibilité. Leur avis, s'il ne pèse pas nécessairement et directement sur les décisions politiques, est néanmoins pris en compte comme l'avis d'une partie de la société civile mondiale. Celle-ci est une fiction virtuelle mais, par le double effet de la préservation de l'environnement d'une part, et de l'énoncé abstrait de droits de l'homme en tant qu'espèce d'autre part, cette virtualité est politiquement opérationnelle et exerce une forte pression sur les pouvoirs multilatéraux. Que les conférences internationales accouchent de souris (Copenhague 2009) ne signifie pas une absence de pouvoir de pression de la part des grandes ONG transnationales en réseaux et coalitions globales.

Ce nouveau champ global paraît en partie post politique dans la mesure où les acteurs y figurent comme espèce naturelle soumise à la gestion des risques et aux dérives sécuritaires de toute nature. Ce sujet politique là a déjà vendu une partie de sa liberté initiale contre un peu de sécurité. Au nom de la gestion des risques se profile une forme de cogestion, des risques naturels auxquels sont exposés les hommes (santé, catastrophes) non plus sujets politiques mais exemplaires de l'espèce,

mammifères dans la biodiversité. Ce changement de scène et de champ, profondément post-politique fait des ONG d'accès aux ressources naturelles (eau, énergie) et plus généralement aux biens publics mondiaux, les prototypes des alternatives post politiques du 3^{ème} millénaire. Participatives et démocratiques, ces ONG ne revendiquent plus une désaliénation des hommes, comme à l'âge moderne des lumières. Elles prônent un accès équitable à ces biens communs, surtout à ceux d'entre eux qui apparaissent "naturels". L'équité à minima a remplacé brutalement la justice à maxima entre le XX^{ème} et le XXI^{ème} siècle. Face à ce nouveau paysage, penseurs de la nature et penseurs de la société s'ignorent plus qu'ils ne débattent, parlant de deux mondes différents, presque étrangers.

Parmi les conduites possibles, la dissidence se présente comme une insoumission radicale.

La dissidence, insoumission radicale

Les forums sociaux, comme celui de Porto Alegre, illustrent bien les ambiguïtés des mouvements alternatifs, altermondialistes, pris entre la cogestion participative et une potentielle dissidence plus clairement exprimée par les violences observées lors des sommets mondiaux. Il est avéré que le capitalisme repose sur la consommation. La plus grande hantise des multinationales, c'est le boycott de leurs produits. D'où toutes les entreprises de blanchiments éthiques qui fleurissent aujourd'hui, au bénéfice de certaines ONG qui distribuent ainsi des certificats de moralité, non seulement à leurs donateurs mais aux entreprises clientes, c'est-à-dire donatrices.

Les seules propositions concrètes de boycott et de dissidence sont celles offertes par des groupuscules plus ou moins sectaires de retour à la nature, de cultures biologiques, de médecines douces, ... tout un fatras de propositions sérieuses ou farfelues. Ces mouvements très divers ne sont pas jugés ici mais ils proposent des sorties, des lignes de fuite, dans des mythologies variées qui ne constituent pas un programme politique, encore moins le plus souvent un projet de société, car ils sont portés par des minorités circonscrites, dont la "base sociale" est étroite. L'attrait de telle ou telle proposition ne change rien à la prégnance du contexte car changer de mode de vie est plus qu'un choix esthétique ou métaphysique. C'est un choix politique qui requiert une dissidence plus ou moins prononcée. Faute de celle-ci l'impact politique des alternatives, qu'elles qu'elles soient, est mineur, marginal et facilement récupéré. Il suffit de faire passer les médias et toute dimension subversive est enterrée par le spectacle marchand. Les alternatives deviennent des marchandises individuelles, ludiques, hédonistes. La différence est présentée comme gratifiante, tandis qu'on débat sur l'identité nationale et que le racisme rongé les sociétés. C'est parce que les capacités de récupération des entreprises alternatives par le capitalisme sont extrêmes que la dissidence est, en théorie, la posture la plus cohérente. L'univers sécuritaire, interdépendant, aliéné, aux communications sans dialogues, dans lequel nous vivons, rend la dissidence proprement "impensable", c'est-à-dire interdite. Car c'est bien le talon d'Achille du capitalisme.

La gouvernance par la peur

La notion de gouvernance, empruntée à l'univers de l'entreprise (*corporate governance*) fait allusion à un pilotage à la fois efficient et transparent des sociétés. Il s'agit de la formulation la plus technocratique du double objectif de performance d'une part, de démocratie d'autre part, fleuron de l'idéologie occidentale contemporaine, malgré les traitements infligés à cette démocratie. Cette dernière est en effet bien malmenée dans un monde où la concurrence sauvage, la délinquance financière, la quête du travail à moindre coût dans chaque recoin de la planète, sont les pratiques dominantes, malgré des rideaux de fumées éthiques denses. Le marché continue de produire des esclaves terrorisés par leurs contremaîtres et chefs de bureaux, exposés aux licenciements et à tous les chantages. Les suicidés de France Telecom, oubliés au bout de dix jours, ne sont qu'une goutte d'eau visible d'une aliénation pudiquement appelée "souffrance au travail". Celle-ci est massive et augmente. Angoissés par le spectacle d'une nature menaçante, sous pression quotidiennement dans les diverses chaînes de production où ils s'inscrivent, toutes professions presque confondues, les sujets du XXI^{ème} siècle sont invités à être des ectoplasmes disciplinés, solidaires dans l'aliénation occultée plutôt que consentie, grâce à tous les divertissements offerts après l'abrutissement productif. Entre les alternatives, séduisantes comme des téléphones mobiles, et une impossible dissidence semblent émerger des propositions pour une économie plus humaine, moins financière, ou un capitalisme qui préserverait non seulement les ressources non renouvelables, mais aussi les hommes. Ces "entreprises

socialement responsables" cette "économie solidaire" ces "investissements dans des fonds éthiques" sont-ils des pièges, des gadgets participatifs, ou des pistes sérieuses pour des formes de solidarités effectives plus que spectaculaires ? En l'état, j'en doute pour ma part, car tant que le fond de l'exploitation, de la domination, de l'aliénation n'est pas atteint, le nageur, plombé de gadgets et de tranquillisants ne remonte pas à la surface. C'est seulement en touchant le fond que le nageur peut remonter à la lumière, allégé de ses fardeaux, désaliéné, car l'intolérable a été atteint. C'est sur cette crête que s'affrontent toutes les formes de domination et toutes les libérations. Et le réchauffement climatique, bien sérieux, ne fonctionne néanmoins que comme la dernière piscine trouvée ... pour noyer le poisson. L'ordre de la nature est en train de remplacer les ordres sociaux pour valider les contraintes imposées à la liberté humaine.

Trois références :

Bernard Hours : L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue, Paris, l'Harmattan, 1998

Bernard Hours : Une morale très politique. Le monde diplomatique, p. 21, septembre 2008.

Bernard Hours, Monique Selim : Anthropologie politique de la globalisation, Paris, l'Harmattan, 2010.